



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2833
18 novembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Travailleurs de France ou immigrés une seule et même classe ouvrière



Loi chômage

Le patronat veut des travailleurs à sa merci

page 3

Qatar

Pour quelques milliards de dollars

page 8

8 milliards d'humains

Trop de Terriens... ou trop de capitalisme ?

page 16

Leur société

- Chômage : le patronat veut des travailleurs à sa merci 3
- Propagande patriotique 3
- *Ocean Viking* : avec la peau des migrants 3
- Police : des milliards pour la répression 4
- Pannier-Runacher : la main dans le sac 4
- IVG : un droit à défendre 4
- Partage de la valeur : vol dissimulé 5
- Salon du made in France : le mensonge tricolore 5
- Paris 2024 : ça Phryge le ridicule 5
- Carburants : ça va ristourner vinaigre 5
- Éducation : l'école des riches et celle des pauvres 6
- Lycées professionnels : contre les fermetures et la réforme, la mobilisation continue 6
- Lycée Mozart - Le Blanc-Mesnil : comment changer l'ambiance 6
- Taxe foncière : à la hausse 7
- Laboratoires d'analyses : une grève patronale 7
- Frais bancaires : aux dépens des plus pauvres 7
- Pédiatrie : elle a dit la vérité, le ministre est « choqué » 11
- CAC 40 : les actionnaires ne connaissent pas la crise 11
- Cyril Hanouna : touche pas à mon boss 11
- Jeux olympiques : une arnaque peut en cacher une autre 16

Dans le monde

- Qatar : des milliards de dollars et le désert autour 8
- Mondial : joue au foot et tais-toi 8
- Chine-USA : « Je te tiens par la barbichette » 9
- GAFAM : nouvelle économie, vieilles méthodes 9
- Cryptomonnaies : FTX à l'heure de la faillite 9
- Paradis fiscal : paradis du capital 9
- Espagne : marée humaine pour défendre la santé 10
- Afrique : la guerre sans fin de l'impérialisme français 10
- Migrants : Europe meurtrière 10
- COP 27 : tapis vert pour les pollueurs 16
- 8 milliards d'humains : trop de capitalisme 16

Dans les entreprises

- RATP 12
- RATP maintenance 12
- Lyon - Perrache 12
- Philharmonie de Paris 12
- Compin - Évreux 13
- Enedis, GRDF 13
- Naval Group - Lorient 13
- Arkema - Jarrie 14
- Safran - Bordeaux 14
- Dassault 14
- Renault 15

Travailleurs de France ou immigrés : une seule et même classe ouvrière

Le sort que les gouvernants européens réservent aux migrants est une honte, une insulte à ce qui fait notre humanité.

Il a fallu une semaine pour que le gouvernement français daigne autoriser l'*Ocean Viking* à accoster à Toulon. Mais les 234 migrants qui étaient à son bord ne sont pas au bout de leurs peines. Ils ont été débarqués dans une zone de triage, ce qui permettra au gouvernement d'expulser ceux dont la demande d'asile sera rejetée. Parmi les bénéficiaires, seule une cinquantaine resteraient en France. Les deux tiers seront dispatchés, sans qu'ils aient leur mot à dire, dans les autres pays d'Europe.

Les migrants sont traités comme des parias et ils font l'objet d'un marchandage odieux entre pays européens. C'est à qui en refoulera le plus chez le voisin et en accueillera le moins. Cette politique est criminelle.

C'est elle qui a conduit à la mort de 27 naufragés dans la Manche en novembre 2021. Car il est désormais avéré que les secours gouvernementaux français ont refusé de secourir ces femmes et ces hommes qui étaient en train de se noyer. À leurs cris de détresse, les secours ont répondu : « *T'entends pas ? Tu ne seras pas sauvé.* » Autre échange : « *Je suis dans l'eau. - Oui, mais vous êtes dans les eaux anglaises.* » Jusqu'où allons-nous aller dans la déshumanisation ?

La fermeture des frontières et la défense d'une identité ou d'une pureté ethnique fantasmées sont révoltantes. Et elles sont surtout d'un autre âge ! Le brassage de l'humanité n'a jamais été aussi poussé. La planète est devenue un grand village où, même sans partager la langue et la culture des femmes et des hommes vivant à des milliers de kilomètres, nous en partageons les malheurs et les espoirs. Et c'est maintenant qu'il faudrait multiplier les frontières et les rendre infranchissables ?

L'histoire de l'humanité est celle des migrations. Mais le capitalisme les a portées à une échelle industrielle. Il fallait des bras pour les plantations des colonies en Amérique ? Des millions d'Africains ont été soumis à l'esclavage et déportés en Amérique. À eux se sont ajoutés, au 19^e siècle, des millions de paysans pauvres chassés d'Allemagne, d'Italie, de Pologne et de Russie par la misère.

Ici, quand la bourgeoisie française a eu besoin de bras pour exploiter les mines, faire tourner les usines, percer des tunnels et construire des voies de chemin de fer, elle a fait venir des millions de jeunes d'Italie ou de Pologne. Elle a envoyé des

émisaires recruter dans les campagnes d'Algérie, du Maroc, de Tunisie...

Les prolétaires ont de tout temps été déplacés selon les besoins des capitalistes. C'est toujours le cas aujourd'hui. Au Qatar, les stades où va se jouer la Coupe du monde ont été construits par des immigrés venus du Népal, d'Inde ou du Pakistan.

En France, pas un hôpital, pas un Ehpad, pas une société de gardiennage, pas un chantier, pas une usine ne fonctionnerait sans immigrés. Et, pour pallier le manque de bras dans les secteurs où l'exploitation est la plus dure, le patronat réclame, encore aujourd'hui, plus de main-d'œuvre immigrée !

Ce sont les exploités à la recherche de profits qui provoquent et façonnent les migrations. Mais, tout en rassemblant et en mélangeant les travailleurs des quatre coins du monde, les capitalistes ont toujours eu pour politique de les diviser et de les dresser les uns contre les autres.

Nombre de patrons sont connus pour cela. C'est un des sports préférés de Bolloré, qui doit sa fortune aux travailleurs africains et a acheté la chaîne de télé Cnews pour cracher, du matin au soir, sur les immigrés ! Et il y a, bien sûr, tous les politiciens qui veulent faire carrière en misant sur les préjugés racistes et xénophobes.

Il ne faut pas marcher derrière ces gens-là. Ils sont les ennemis avérés des travailleurs. Ils divisent le monde ouvrier. Pour se défendre aujourd'hui et pour changer la société demain, il faut que les exploités agissent en tant que classe sociale.

Ce n'est possible qu'en comprenant que l'immigration n'est pas liée à une couleur de peau, à une origine ou à une nationalité. Elle fait partie de la condition ouvrière. Elle est le fruit de la domination des riches sur les pauvres. Le fruit de la domination de ceux qui possèdent les moyens de production sur ceux qui en sont démunis. Transformés en prolétaires, ceux-ci sont forcés de vendre leur force de travail là où ils le peuvent.

Les immigrés sont tous des travailleurs et quasiment tous les travailleurs sont des immigrés. S'ils n'ont pas changé de continent ou de pays, ils ont changé de région ou de ville. La fraternité de classe doit nous conduire à être du côté des migrants contre nos exploités et nos gouvernants. Car c'est ensemble que nous aurons la force de briser les chaînes de l'exploitation.

Nathalie Arthaud



Dans la manifestation interprofessionnelle du 18 octobre, à Paris.

Chômage: le patronat veut des travailleurs à sa merci

La réforme de l'Assurance chômage, insérée dans l'ensemble nommé maintenant loi Travail 2, devait être votée les 15 et 17 novembre par les deux Chambres. Elle contient une nouvelle volée d'attaques contre les chômeurs, et en réalité contre tous les travailleurs.

Avec la précédente réforme du chômage, concoctée en 2019 par la ministre du Travail de l'époque, Elisabeth Borne, les travailleurs au chômage ont déjà subi une baisse importante des allocations. La modification du calcul du salaire de référence et du nombre de mois travaillés pour calculer le montant de celles-ci nuit en particulier aux travailleurs les plus précaires. C'est ainsi qu'en juin dernier un travailleur du secteur de l'événementiel, occasionnel par définition, a vu son indemnité journalière baisser de 62 à 26 euros suite aux nouvelles règles de calcul.

Mais cela ne suffit pas au patronat. Un nouveau tour de vis est donc prévu dans

la nouvelle loi, qui introduit une « modulation des droits ». En clair, il s'agirait de définir différents coefficients à appliquer suivant le taux de chômage. Au coefficient rouge correspondrait un taux de chômage élevé et les règles actuelles – qui ont déjà bien entamé les droits des chômeurs – resteraient en place. Mais aux coefficients orange et vert correspondraient des durées moins élevées de versement des allocations, car le taux de chômage serait jugé plus favorable. Suivant une estimation faite par les syndicats, avec un taux de chômage à 7%, la durée des droits à indemnisation baisserait de 25 % !

Et, pour couronner sa mesure, accompagnée de

son écœurante campagne contre « ceux qui ne veulent pas travailler », le gouvernement y a intégré deux propositions venues des sénateurs LR, autour de la « présomption de démission ». Ainsi, un salarié déclaré en abandon de poste serait exclu des droits au chômage, de même qu'un travailleur ayant décliné deux propositions de CDI.

Le patronat, qui se félicitait déjà de la première réforme, adaptée selon lui aux « réalités du terrain », peut se frotter les mains. Le gouvernement promet bien sûr des garde-fous et assure qu'on veillera à délimiter des « zones géographiques raisonnables » au-delà desquelles le travailleur sera peut-être autorisé à décliner des offres d'emploi ainsi que des « contours professionnels » dans lesquelles elles devraient rentrer. Ainsi, comble de la compréhension, un électricien aura peut-être le droit de refuser un emploi de boulanger à

150 km de chez lui...

Cette nouvelle réforme est un pas de plus dans la contrainte que le patronat veut exercer sur les travailleurs pour leur faire

accepter des conditions de travail et des salaires au rabais. Pour cela, comme pour le reste, il peut compter sur le zèle du gouvernement.
Nadia Cantale

Ocean Viking: démagogie avec la peau des migrants

Après trois semaines passées en mer, les 234 personnes à bord du navire humanitaire de SOS Méditerranée ont enfin pu débarquer le 11 novembre au port de Toulon.



Face au refus du gouvernement italien dirigé par la Première ministre d'extrême droite Georgia Meloni de le laisser accoster en Italie, Macron et Darmanin ont tenté de se présenter en humanistes. Le ministre de l'Intérieur français dénonce un « choix incompréhensible » et l'attitude « inhumaine » de l'Italie et prétend agir « pour sauver des vies ». Il n'est pas sûr que cela suffise à faire oublier qu'en juin 2018 les mêmes politiciens refusaient de laisser débarquer les 600 passagers d'un autre navire humanitaire, l'*Aquarius*. Macron prétendait à l'époque que leur accueil « n'était pas soutenable » et allait même jusqu'à

accuser les militants humanitaires de faire « le jeu des passeurs ».

En fait d'humanité, le gouvernement a mis en place une zone d'attente dans un centre de vacances de la presqu'île de Giens. Les 188 migrants qui y ont été envoyés ne peuvent pas sortir, attendant d'être triés. Seuls en effet une cinquantaine d'entre eux pourront rester en France, les autres devant être répartis entre plusieurs pays d'Europe. Darmanin vient d'annoncer que 44 migrants seront expulsés.

En matière de politique migratoire, Macron n'a rien à envier aux politiciens d'extrême droite.

David Mencas

Propagande patriotique: au profit des marchands de canons

Mercredi 9 novembre, après avoir visité un porte-hélicoptères, Macron s'est exprimé devant un parterre de militaires et de hauts fonctionnaires, à Toulon. Il s'agissait de tracer les grandes lignes d'une « nouvelle doctrine militaire », non plus tournée vers la lutte contre le terrorisme, mais apte à préparer une guerre comme celle qui ravage l'Ukraine.

Cela fait maintenant plusieurs années que le budget militaire est en constante augmentation: 1,9 milliard de plus par an depuis 2019, et trois milliards de plus prévus pour 2023. C'est encore insuffisant pour les

états-majors, qui réclament près de 400 milliards pour la période 2024-2030. La guerre en Ukraine, scrutée sous tous ses angles comme une répétition, permet de justifier ces sommes folles, puisque Macron a effectivement annoncé que l'augmentation allait se poursuivre.

Les industriels de l'armement, comme Thales, Dassault, MDBA ou encore Naval Group, ont été reçus par le président mardi 9 novembre, pour évoquer la montée en puissance de la fabrication de munitions, d'armes et de véhicules blindés. Les marchands de canons sont donc assurés que leurs carnets de commandes seront bien remplis. Les travailleurs sont priés de se serrer la ceinture et d'accepter d'ores et déjà des sacrifices au nom de la

guerre, les capitalistes de l'armement, eux, se voient promettre des profits toujours plus importants.

Dernier point du discours présidentiel, et non des moindres: la propagande militaire, pudiquement rebaptisée « réarmement moral de la nation ». Faisant la comparaison avec la crise du Covid, Macron a évoqué l'augmentation du nombre de réservistes et son projet de service national universel. Si l'heure n'est pas encore à la militarisation de la société et à la mobilisation générale sous l'uniforme, la préparation des esprits a, elle, bel et bien commencé. À l'heure où Macron tente de créer une union sacrée pour faire croire aux travailleurs qu'ils se sacrifient pour leur pays, il est indispensable de se rappeler la formule d'Anatole France, prononcée au lendemain de la Première Guerre mondiale: « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. » C'est plus que jamais d'actualité.

Camille Paglieri

Hôpitaux, écoles, transports? C'est de bombes dont nous avons besoin!



Cercle Léon Trotsky

L'Ukraine: terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie

Samedi 19 novembre à 15 heures

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

Police : des milliards pour la répression

La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur vient en débat à l'Assemblée. Concoctée par Darmanin, sa mesure phare est une hausse de 15 milliards d'euros de son budget pour les cinq années à venir.

Au Sénat, l'ardeur sécuritaire du ministre de l'Intérieur a convaincu la droite de voter pour et les socialistes de s'abstenir. Ces partis de gouvernement, qui s'opposent fermement à toute mesure d'augmentation générale des salaires lorsqu'il s'agit des travailleurs, sont unanimes à donner au ministre les moyens d'honorer les revalorisations salariales promises aux

syndicats de policiers et aux gendarmes lors de la campagne électorale.

Cette manne financière équivaldra à une augmentation de 22 % du budget sécurité de l'État sur cinq ans, ce que n'auront ni la Santé ni l'Éducation. Elle permettra de doubler la présence des policiers et gendarmes sur le terrain, si l'on en croit le ministre, qui prétend ainsi contenir les problèmes sociaux.

Pannier-Runacher : la main dans le sac

Jean-Michel Runacher, ayant fait sa pelote dans le pétrole, a souhaité pouvoir en faire profiter rapidement ses petits-enfants.

Quoi de plus normal ? Afin que le fisc ne dépouille pas les tendres héritiers, il leur a transmis un peu plus d'un million d'euros en passant par des paradis fiscaux et en constituant, devant notaire, une société de droit français. Quoi de plus légal ?

Les enfants étant mineurs à l'époque, c'est leur mère, la fille de Jean-Michel Runacher, qui a signé les papiers. Quoi de plus banal ? Rien de cela ne sort des pratiques habituelles des gens qui ont du bien et de quoi faire de l'optimisation fiscale, de ces familles où l'on sait, avant même de savoir compter, que payer des impôts est un truc de pauvre.

L'affaire se complique du fait que la mère des enfants, Agnès Pannier-Runacher, est devenue ministre en 2018. Elle n'a pas cru alors devoir déclarer cette opération car, voyez-vous, il s'agit des sous de son père et de ceux de ses enfants, pas des siens. De plus, étant ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher prétend à la fois mettre à la raison les groupes pétroliers et demander à la population d'accepter les sacrifices nécessaires. Visiblement, elle sait séparer les affaires publiques des affaires familiales.

Le sens de l'épargne, de la famille et de la vie sociale de la ministre a été mis derechef en lumière lorsque la presse a révélé qu'elle habite dans une propriété de la famille Dassault, ces milliardaires avionneurs vivant en symbiose avec les finances publiques et distribuant depuis trois générations des cadeaux au personnel politique. Interrogée sur les pratiques de sa ministre, la Première ministre Borne a dédaigneusement répondu qu'elle ne commente pas les rumeurs de la presse.

Toutefois, lundi 14 novembre, le gouvernement indiquait par décret que, désormais, Agnès Pannier-Runacher ne pourrait plus traiter les affaires relatives au pétrolier Perenco, cette entreprise touchant de près son père et, semble-t-il, ses enfants. Gérant des fortunes du grand capital, le personnel politique a en effet l'habitude d'arrondir la sienne au passage. Ce décret rappelle à la ministre de la Transition énergétique que, pour la bonne image du gouvernement, il est tenu à une certaine discrétion ou, au moins, à un savoir-faire minimum.

Paul Galois

Cette croissance des forces de répression se traduira, entre autres, par la création de onze nouvelles unités de forces mobiles spécialisées pour, paraît-il, assurer la sécurité de la Coupe du monde de rugby en 2023 et des Jeux olympiques en 2024. Les futurs supporters, pensant à ceux de Liverpool bloqués et gazés par la police en mai dernier au stade de France, verront-ils là des forces de l'ordre ou bien du désordre ?

Ces onze nouvelles unités, qui ne disparaîtront certainement pas après ces compétitions sportives, s'ajouteront aux 170



existantes, CRS et escadrons de gendarmerie mobile confondus. L'État « démocratique » programme ainsi la future répression

des troubles sociaux que la déliquescence du capitalisme ne manquera pas de provoquer.

Lucien Déroit

IVG : un droit à défendre

Mercredi 9 novembre, malgré le refus du Sénat, les députés de l'Assemblée nationale ont validé une proposition de loi constitutionnelle stipulant : « Nulle femme ne peut être privée du droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). »

Porté par Aurore Bergé, présidente de la majorité présidentielle, ce texte est soutenu par La France insoumise. Il sera examiné dans la semaine du 28 novembre.

Ses partisans veulent ainsi protéger le droit à l'IVG, menacé aux États-Unis et dans des pays européens comme la Pologne, la Hongrie ou l'Italie. Mais inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution ne garantit pas aux femmes de pouvoir en bénéficier. Ainsi, cela ne compensera pas la fermeture de 130 centres d'IVG depuis quinze ans ; ni celle, entre 2007 et 2017, de 45 établissements hospitaliers pratiquant l'IVG, selon les chiffres du Planning familial. Aux difficultés matérielles s'ajoutent les

difficultés morales, nombre de médecins refusant de pratiquer des IVG. D'après un rapport parlementaire, les plus lésées sont les femmes habitant dans des zones rurales, à cause des délais et des trajets qui s'allongent considérablement.

Malgré ses limites, cette proposition de loi gêne les députés de droite et d'extrême droite. Dès le 9 novembre, la députée LR Virginie Duby-Muller a proposé d'inscrire aussi dans la Constitution « le respect de tout être humain dès le commencement de la vie ». Le 13 novembre, Le Pen a fini par se dire opposée à la constitutionnalisation du droit à l'IVG, au prétexte qu'il ne serait pas en danger en France. Elle doit

compter avec les 88 autres députés RN, dont plusieurs sont de fervents militants anti-IVG, comme le député catholique Hervé de Lépinay selon qui, en 2015, les quarante ans de la loi Veil étaient « un sinistre anniversaire ». Trois d'entre eux, également eurodéputés, ont voté en juin 2021, au Parlement européen, contre une résolution condamnant l'interdiction du droit à l'IVG en Pologne. Quant à Le Pen, en 2012, elle demandait le déremboursement de l'IVG par la Sécurité sociale et évoquait de prétendus avortements de confort.

Le droit élémentaire à interrompre une grossesse non désirée a été conquis de haute lutte, au terme du long combat de plusieurs générations de femmes. Qu'il soit inscrit ou non dans la Constitution, le combat pour le défendre et le faire respecter reste à mener.

Julie Lemée



À Paris en 2015.

Partage de la valeur: **vol dissimulé**

Comment justifier de ne pas taxer les superprofits et de ne pas augmenter les salaires? C'est à cette défense obstinée des bénéficiaires des grandes entreprises que se consacrent ces jours-ci ministres et députés.

Le chef des députés du Modem, Mattéi, allié de Macron et loin de tout radicalisme social, avait eu l'audace de proposer contre l'avis du gouvernement un amendement prévoyant la taxation des superdividendes. À sa propre surprise, l'amendement avait été voté par l'Assemblée, puis avait disparu à la faveur d'un 49.3. À présent, Mattéi s'est ravisé: il évoque un « système où, en cas de superdividendes, il n'y aurait pas de taxe supplémentaire mais davantage d'intéressement et de primes pour les salariés », et toujours pas d'augmentation de salaire.

Parallèlement, l'euro-député Canfin, ancien écologiste passé macroniste, entame une mission pour trouver une solution acceptable par tous les partis gouvernementaux, et surtout par le patronat, afin de clore le débat sur les superprofits. C'est aussi l'objectif de Le Maire, le ministre de l'Économie, qui pousse à des accords de participation et d'intéressement.

Dans les cercles gouvernementaux, on tourne autour du pot autant que possible pour éviter que l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix ne gagnent en popularité dans les rangs des travailleurs et

ne finissent par constituer un objectif de lutte.

C'est dans ce contexte que Dussopt, le ministre du Travail, organise un débat sur le « dividende salarié » et le « partage de la valeur », où le patronat et les dirigeants des confédérations syndicales discutent, excluant d'emblée toute contrainte envers les capitalistes.

Mais qu'est-ce que cette valeur, si ce n'est les richesses de l'économie, créées exclusivement par le travail manuel et intellectuel de dizaine de millions de salariés? Aujourd'hui les capitalistes, c'est-à-dire la toute petite minorité qui possède les grandes entreprises, ont un contrôle total du produit du travail d'autrui, la plus-value. C'est bien à contrecœur qu'ils en laissent aux producteurs une toute petite partie, par le biais



des salaires, eux-mêmes rognés par l'inflation. Les capitalistes « ont-ils jamais fait autre chose que dévaluer le travail? », proclame le chant de l'Internationale.

Il n'y a aucune raison d'accepter ni le partage ni ces règles dictées par ceux

qui veulent contrôler la valeur sans avoir rien fait pour la produire. La seule règle pour les travailleurs doit être d'imposer au patronat de payer... tout ce qu'ils pourront l'obliger à payer, y compris l'expropriation.

Lucien Déroit

Salon du made in France: **le mensonge tricolore**

Jeudi 10 novembre, Bruno Le Maire inaugurerait le 10^e salon du made in France, initié par Montebourg et regroupant 800 entreprises censées réaliser leur production en France.

D'après le ministère de l'Économie, pour obtenir le label made in France, le produit doit « tirer une part significative de sa valeur d'une étape de fabrication localisée en France » et y « avoir subi sa dernière transformation substantielle ». La définition est suffisamment vague pour permettre à beaucoup d'entreprises de le revendiquer sans avoir à s'imposer trop de contraintes.

Le made in France est

donc pour beaucoup un produit de la démagogie politicienne. C'est aussi un argument marketing dans la guerre pour les parts de marché et un argument de choix pour justifier des prix élevés. Au salon de cette année, les patrons arboreraient pourtant une mine sombre, préoccupés par la révision à la baisse de leurs perspectives: les prix des produits made in France, en général plus élevés, vont augmenter avec la flambée des coûts de l'énergie, des matières premières et des frais de transport.

Les discours moralisateurs vis-à-vis des consommateurs ne manqueront pas,

pour tenter de les convaincre de « payer plus cher pour sauver les emplois ». Pour certains patrons, comme le propriétaire des ateliers de jeans Tuffery, ou Gibault, fondateur du Slip français, l'enjeu est important: il s'agit de sauver leurs profits! Mais, au-delà de l'objectif commercial, ce salon vise aussi à donner l'impression que, tout en défendant la liberté patronale de licencier, les gouvernements se préoccupent aussi de l'emploi industriel. Autant dire que, quel que soit l'aspect envisagé, le made in France, c'est un gros mensonge sur toute la ligne!

Sacha Kami

Paris 2024: **ça phryge le ridicule**

Le 15 novembre, les organisateurs des Jeux olympiques de Paris, en 2024, ont présenté leur dernière trouvaille: Phryge.

C'est la mascotte officielle des Jeux, sorte de bonnet phrygien muni d'yeux, d'une paire de pattes de poulet et de chaussures, de sport évidemment. Il y en a certainement pour cher de jus de cerveau créatif, mais personne ne s'est encore dénoncé.

« Officielle » est là pour signifier que seules les deux sociétés choisies pour l'occasion et les organisateurs auront le droit de se partager

les quelques dizaines d'euros que coûtera l'objet. Il a toutes les qualités requises. Il est laid et cocardier à souhait, immédiatement reconnaissable, dupliqué pour avoir une peluche olympique et une paralympique, déjà arrivé dans les magasins et prochainement sur tous les plateaux de télévision, qui en feront gratuitement la promotion. On en verra partout d'ici la fin des Jeux. Puis

Phryge connaîtra le destin des mascottes olympiques: derrière le bar dans les bistrotts et dans les chambres d'enfants, puis au grenier et sur les étals des braderies, de moins en moins cher sur Internet et, enfin, à la déchetterie avec le reste.

Les deux millions d'exemplaires seront ou ont été en grande partie fabriqués en Chine. L'organisation a beau dire que c'est le cas de toutes les peluches, le gouvernement a émis une protestation et la gent politique a sorti le bonnet

Carburants: **ça va ristourner vinaigre**

Mercredi 16 novembre, la ristourne accordée par l'État sur le prix des carburants est passée de 30 à 10 centimes par litre de carburant. Le même jour, Total a fait passer son mini rabais de 20 à 10 centimes. Ces aides rabotées devraient rester en place jusqu'au 31 décembre.

Les images de files d'attente d'automobilistes devant les stations d'essence illustrent combien la dizaine d'euros qu'il faudra déboursier en plus pour remplir le réservoir va grever le budget de familles populaires déjà contraintes d'économiser sur tout.

Du côté du gouvernement, on assume, et Gabriel Attal, le ministre du Budget, a décrété: « On ne peut pas se payer une ristourne

à vie. » Et, pour ajouter une petite couche de mépris social, il a expliqué que les aides seraient, à partir de l'année prochaine, réservées aux gros rouleurs et aux gros bosseurs. Le gouvernement promet qu'il s'agit-là de ceux qui prennent leur voiture pour travailler et qui ont de petits revenus et promet des modalités d'accession, via Internet, très simples.

L'État continuera à pomper les taxes sur les produits pétroliers dans les poches de tous les automobilistes, sans discrimination. Et Total pourra continuer à encaisser des superprofits à vie sans faire sourciller Gabriel Attal. C'est ce qu'il appelle le bon équilibre.

Nadia Cantale



phrygien, le vrai croient-ils, pour défendre la peluche made in France et s'opposer à la stupidité de faire traverser les océans à des

objets inutiles.

La bêtise, d'accord, mais bien de chez nous s'il vous plaît.

P. G.

Éducation : l'école des riches et celle des pauvres

L'Éducation nationale calcule depuis 2016 un indice de position sociale (IPS) de tous les collèges du pays. Elle ne souhaitait pas le rendre public, mais elle vient d'y être obligée, mi-octobre, par le tribunal administratif suite à une plainte déposée par un journaliste.

Pour chaque élève de collège, un indice est attribué en fonction de la profession des parents, censée refléter le niveau culturel, l'aide que la famille peut apporter à l'élève dans ses apprentissages. La moyenne des IPS de tous les élèves du collège est ensuite calculée. Ce sont ces moyennes par établissement qui viennent d'être publiées, et qui ne font que confirmer le reflet dans le système scolaire des inégalités criantes de la société.

Ainsi, alors que la moyenne de l'IPS pour tous les collèges du pays est de 103,36, la Seine-Saint-Denis, l'Aisne, le Pas-de-Calais, le Nord et la Somme sont les départements comptant le plus de collèges avec un IPS faible, en dessous de 90. Les ouvriers, employés, chômeurs, qui sont nombreux dans ces départements, ont plus de difficultés à aider leurs enfants dans leurs études et à faire leurs devoirs, que les parents des milieux plus favorisés et plus cultivés. Ces enfants ont moins accès aux activités culturelles, à des voyages, à des cours particuliers en cas de besoin. Ils ont en moyenne plus de difficultés scolaires.

Inversement, les Hauts-de-Seine, Paris et les

Yvelines sont les départements comportant le plus d'établissements à l'IPS élevé, supérieur à 140. La « mixité sociale » n'existe pas plus à l'école que dans le reste de la société.

Parmi les cinquante collèges à l'IPS le plus élevé, seulement six sont publics et les autres sont des établissements privés. Situés dans des villes ou des quartiers privilégiés, ceux-ci ont en plus le droit de refuser les élèves qui ne leur conviennent pas. L'État et les collectivités locales, qui financent à 73 % les établissements privés, aident ainsi la bourgeoisie à scolariser ses enfants dans des établissements d'élite, en grande partie aux frais de la collectivité.

L'administration prétend que l'IPS lui permet de donner plus de moyens aux établissements qui regroupent des enfants défavorisés, mais la réalité montre le contraire. Depuis des années, les gouvernements ont imposé des politiques d'économies aux dépens de l'éducation des enfants des classes populaires. Les effets catastrophiques de ces politiques n'ont nul besoin d'un quelconque indice pour être parfaitement visibles.

Hélène Comte



Lycées professionnels : contre les fermetures et la réforme, la mobilisation continue

Mercredi 16 novembre à Paris, contre la fermeture de lycées, et jeudi 17 novembre dans toute la France contre la réforme de la voie professionnelle, s'annonçaient comme deux journées de mobilisation importantes.

En effet, cette réforme présentée par le gouvernement serait un pas considérable dans la liquidation du droit à l'éducation des élèves des classes populaires. Elle veut généraliser le modèle de l'apprentissage, en réduisant considérablement le temps où les élèves sont en classe au bénéfice des périodes de stage en entreprise. À terme, l'enseignement professionnel pourrait être essentiellement dispensé, non par des enseignants, mais par les patrons. L'enseignement général, réduit à la portion congrue, pourrait être assuré par un minimum de professeurs, en organisant une rotation des élèves au long de l'année dans de gros établissements fourre-tout.

Pour les travailleurs de l'éducation, un véritable plan de suppressions d'emploi découlerait de cette réforme, 5 000 postes selon les syndicats.

Ce qui se passe à Paris pourrait se passer dans les années à venir dans le reste du pays. La région Île-de-France, dirigée par Pécresse, a annoncé le 8 novembre, main dans la main avec le rectorat, la fermeture brutale de sept lycées à la rentrée prochaine, dont six lycées ou sites d'enseignement professionnel. Au moins deux autres lycées parisiens devraient fermer à la rentrée 2024. Les élèves de ces établissements seraient transférés, ou plutôt entassés dans d'autres lycées, parfois à l'autre bout de Paris.

Preuve de l'objectif des suppressions d'emploi en plus de l'opération immobilière, il n'est pas prévu le transfert des enseignants, surveillants et agents d'entretien dans les lycées receveurs. La région entame au contraire des entretiens individuels avec les agents,

uniquement titulaires, en vue d'un réemploi qui pourrait être à l'échelle de l'Île-de-France. Aux enseignants titulaires, le rectorat fait miroiter la possibilité de passer devant d'autres enseignants au moment des mutations ou de prendre la place d'enseignants contractuels.

Mais dans chaque établissement, les envoyés de la région ou du rectorat venus présenter le projet peuvent constater l'opposition générale et unie de tout le personnel. Les réunions sont houleuses et animées avec manifestations, banderoles, slogans. De multiples liens se créent entre enseignants, élèves, parents d'élèves des lycées en lutte. Des assemblées se tiennent régulièrement, l'opposition se renforce et s'enracine. Les précédentes journées de grève ont été particulièrement suivies. Les deux journées de mobilisation des 16 et 17 novembre devaient encore approfondir le mouvement et peut-être lui donner une nouvelle dynamique.

Christian Bernac

Lycée Mozart – Le Blanc-Mesnil : comment changer l'ambiance

Au lycée Mozart du Blanc-Mesnil, situé en Seine-Saint-Denis, les conditions de travail et d'enseignement se dégradent à grande vitesse.

Les effectifs d'élèves ont presque doublé en dix ans et la réforme du lycée a aggravé la désorganisation de l'établissement. Les enseignants refusent cette évolution et ont maintes fois protesté par la grève.

Vendredi 14 octobre, une agression contre un élève dans une classe a encore

aggravé la situation. Convoqués par le proviseur, les élèves impliqués étaient ensuite invités à quitter l'établissement alors même qu'ils alertaient sur la présence d'une bande qui les attendait pour en découdre et venger l'élève agressé ! Passés à tabac à leur tour sur le parvis, l'après-midi se soldait par

deux passages à l'hôpital et la certitude pour tous que la décision du proviseur avait empiré la situation.

Des mères d'élèves ont pris l'initiative de déposer une plainte pour « mise en danger d'autrui » et d'installer un barrage quotidien à l'entrée de l'établissement la semaine suivante. Elles demandaient le départ du proviseur et voulaient alerter le rectorat sur le nombre

de professeurs non nommés ou non remplacés. Les enseignants s'associaient à leurs revendications, convaincus que la situation avait trop duré. La grève, massivement suivie toute la semaine était animée tous les matins par un piquet avec tonnelle, banderoles et petit-déjeuner. Après des mois éprouvants, le moral de chacun était regonflé.

Au retour des congés, le

mouvement s'est poursuivi jusqu'à une audience prévue au rectorat le jeudi 10 novembre au soir. La réponse des autorités, renvoyant à une obscure « mission d'évaluation de la situation » fin novembre, n'a convaincu personne. Parents et enseignants restent vigilants et prêts à se remobiliser. En attendant, ils se sont fait respecter.

Correspondant LO



Taxe foncière : à la hausse

Balayant une promesse électorale des élections municipales de 2020, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a annoncé le 7 novembre une augmentation l'année prochaine de 50 % de la taxe foncière, qui la fera passer de 438 à 665 euros pour un appartement de 50 mètres carrés.

Le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, a critiqué cette mesure, alors que l'État a sa part de responsabilité dans les augmentations qui touchent de nombreuses villes. La taxe foncière augmente entre 16 et 24 % cette année à Tours, Marseille, Bagnolet, Martignes, Mantes-la-Jolie et Poissy. Or, parmi les 58 % d'habitants propriétaires de leur logement, et payant donc la taxe foncière, il n'y a pas que des riches. Pour devenir propriétaires, nombre de travailleurs ont dû se serrer la ceinture pour rembourser leur crédit immobilier, en espérant avoir ainsi moins de dépenses pendant

leur retraite. Ils doivent ainsi payer un impôt d'autant plus injuste qu'il n'est pas proportionnel aux revenus.

Dans les communes moyennes ou petites, la difficulté à boucler leur budget conduit les maires à augmenter la taxe foncière, car il s'agit pratiquement du seul impôt sur lequel ils ont encore leur mot à dire. La responsabilité en revient à l'État, qui se décharge sur les collectivités locales pour bien des services utiles à la population et compense de moins en moins les impôts locaux qu'il a réduits ou supprimés, comme la taxe d'habitation. Aujourd'hui, l'augmentation du coût de l'énergie

pèse sur les budgets et ne fait qu'aggraver les choses.

Pourtant, de l'argent, il y en a dans les coffres-forts des grandes entreprises, mais les profits ne ruissellent pas vers les communes ! Répondant à la demande du Medef, l'État supprimera complètement d'ici à 2024 la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), déjà en forte baisse par rapport à la taxe professionnelle qu'elle a remplacée. C'est un cadeau estimé annuellement entre 8 et 9,3 milliards d'euros qui, pour les quatre cinquièmes, bénéficiera aux patrons et aux actionnaires des grandes entreprises. Les capitalistes se refusent de plus en plus à financer ce qui est utile à la vie sociale, faisant ainsi payer les classes populaires à leur place.

Jean Sanday

Laboratoires d'analyses : une grève patronale

Entre le 14 et le 16 novembre, 95 % des 4 200 laboratoires d'analyses médicales sont restés fermés pour ce qu'ils ont baptisé « la grève des laboratoires », terme fallacieux repris avec complaisance par tous les médias.

Il s'agit en fait d'une grève organisée par les patrons des laboratoires privés d'analyses médicales, parfois très gros, qui ont placé d'office leurs propres salariés en congés ou en RTT. Ainsi douze groupes, dont les géants Synlab, Cerban Biogroup ou Inovi, contrôlent 57 % des laboratoires du pays.

Ces patrons de laboratoires de biologie s'opposent à un article du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023 qui leur imposerait une contribution de 250 millions d'euros par an, sous forme d'une baisse du prix unitaire de leurs actes de prélèvement et d'analyses. Pour justifier cette baisse, le gouvernement invoque le bénéfice extraordinaire de 7 milliards d'euros réalisé en moins de deux ans par ces laboratoires grâce aux millions de tests anti-Covid remboursés au prix fort par la Sécu. Après leur avoir servi la soupe, le gouvernement leur demande un petit effort, jouant au passage au défenseur des assurés sociaux et de la collectivité.

Mais les patrons biologistes libéraux refusent toute baisse pérenne de leurs tarifs de remboursement. Pendant un mois, ils ont cessé de transmettre les résultats des tests anti-Covid au ministère de la Santé, entravant le suivi de l'épidémie. Comme le

gouvernement n'a pas (encore) reculé, ils ont décidé de cesser tous les prélèvements pendant trois jours et menacent d'une « grève illimitée » si le gouvernement ne cède pas. Les patients en situation d'urgence ont été renvoyés vers les hôpitaux publics, tandis que tous les autres prélèvements étaient annulés, reportant parfois des interventions.

Quand des salariés du secteur médical se mettent en grève pour revendiquer des embauches ou des augmentations de salaire, y compris ceux des laboratoires d'analyses comme à Rennes à la mi-octobre, ils sont immédiatement réquisitionnés par les préfets, au nom de la continuité des soins. Non seulement aucun laboratoire de biologie n'a été réquisitionné, mais leurs patrons ont déjà trouvé le soutien des sénateurs, qui ont voté un amendement remplaçant la baisse permanente des tarifs par une contribution unique de 250 millions. On verra combien de temps le gouvernement va résister sur sa ligne.

En tout cas, cette grève patronale indique la voie que les travailleurs doivent emprunter pour défendre leur droit à l'existence : se mobiliser tous ensemble, sans se laisser arrêter par ceux qui crient à la prise en otage de la population.

Xavier Lachau



Frais bancaires : aux dépens des plus pauvres

Face à l'augmentation du nombre de découverts bancaires et au recours accru aux crédits à la consommation, six associations, parmi lesquelles Emmaüs France, le Secours catholique ou encore UFC-Que choisir, dénoncent le montant des frais bancaires.

Selon l'Association française des sociétés financières, le recours aux crédits à la consommation a augmenté de 16,7 % au premier semestre 2022 par rapport à la même période l'an dernier. La hausse des demandes est forte pour des petits crédits allant de 50 à quelques centaines d'euros. Parallèlement, la Banque de France déclare que plus d'un demi-million de personnes ont été fichées depuis le début de

l'année pour incident de crédit, une hausse de 24 % sur un an.

Face à cette situation, ces associations réclament une baisse des frais bancaires. Ceux-ci rapporteraient, selon les calculs de l'UFC-Que choisir, 1,8 milliard d'euros par an aux banques, des frais qui frappent principalement les classes populaires. Le problème de fond n'en reste pas moins la faiblesse des salaires et des pensions.

Face à la perte brutale de pouvoir d'achat due à l'emballement de l'inflation, un nombre croissant de travailleurs n'ont d'autre choix que d'avoir recours à l'endettement pour ne pas se retrouver à découvert après avoir payé les factures en retard ou simplement les dépenses du quotidien.

Afin de ne pas être étranglé chaque mois un peu plus par l'augmentation du coût de la vie, il est urgent d'imposer l'augmentation des salaires, des pensions et des allocations et leur indexation sur la hausse des prix.

David Mencas

Qatar : des milliards de dollars et le désert autour

Le choix du Qatar pour la Coupe du monde de football 2022 a montré combien cette monarchie pétrolière, tout comme celles du Bahreïn voisin ou d'Abou Dhabi, est courtisée par les chefs d'État occidentaux et des institutions comme la FIFA, intéressés avant tout par les financements qu'ils peuvent en obtenir.

À longueur de reportages, ces États sont présentés comme des puissances émergentes. Mais si leurs richesses remplissent les coffres-forts des dynasties au pouvoir, elles enrichissent davantage encore les multinationales occidentales. Ces créations artificielles de l'impérialisme ont même été étudiées pour.

La région située entre la mer Rouge et le golfe Arabo-Persique est en effet divisée en un grand nombre de très petits États. Le Qatar est d'une taille comparable à la Corse. Il compte trois millions d'habitants avec les travailleurs immigrés, les Qataris, tous issus de riches familles, ne formant que moins de 10 % de la population. De même, les Émirats arabes unis voisins constituent une fédération de sept petits États, comme Dubaï ou Abou Dhabi. Le Bahreïn, situé sur un archipel du golfe Persique, est un micro État dont la superficie totale est de seulement 778 km². Cette division en minuscules États, tous dirigés par des monarchies moyenâgeuses, a été l'œuvre de l'impérialisme anglais qui s'est installé dans ce qui était auparavant des provinces

reculées de l'Empire ottoman n'ayant aucune vocation à une existence nationale indépendante, avant de les façonner en fonction de ses intérêts. Mais avec la découverte, puis l'exploitation du pétrole, cette région, comme l'ensemble du Moyen-Orient, a aiguisé de plus en plus les appétits occidentaux. À la chute de l'Empire ottoman, l'impérialisme anglais et l'impérialisme français se partagèrent le Proche-Orient. Dans le cadre du plan dit Sykes-Picot, la France s'appropriait la Syrie et le Liban tandis que les Britanniques dominaient l'Irak, la Jordanie et la Palestine à quoi s'ajoutaient l'Égypte et aussi la côte occidentale du golfe Arabo-Persique.

Dans les années 1930 et 1940, on découvrit partout dans cette région d'énormes gisements de pétrole. Ce fut le cas au Qatar, tout comme à Bahreïn en 1932, puis au Koweït – une création tout aussi artificielle arrachée au territoire irakien – en 1938. Les concessions vinrent enrichir les compagnies britanniques.

Puis l'impérialisme américain supplanta progressivement les autres impérialismes pour exploiter l'or



noir pour le compte de ses multinationales. En 1945, Roosevelt signait avec Ibn Saoud, roi d'Arabie saoudite, le pacte du Quincy qui donnait aux États-Unis un accès aux richesses pétrolières durant soixante années. Ce pacte s'étendit ensuite aux monarchies riveraines du Golfe.

La découverte, il y a une cinquantaine d'années, du gigantesque gisement gazier de North Field (qui représenterait 13 % des réserves de la planète), dont le Qatar partage l'exploitation avec l'Iran voisin, a fait de l'émirat un des tout premiers producteurs et exportateurs de gaz au monde (notamment du

gaz naturel liquéfié, le GNL). Autant dire que l'intérêt des capitalistes, des marchands d'armes et combinards en tout genre pour les revenus du Qatar a considérablement augmenté. Cela vaut bien de la part des dirigeants du monde quelques courbettes lors de ballets diplomatiques, des financements divers et, en pourboire, l'organisation d'une Coupe du monde.

C'est ainsi que les énormes revenus du pétrole ont pu enrichir non seulement les multinationales mais quelques grandes familles des monarchies du Golfe, fort attentives à ne pas augmenter le nombre de titulaires de leur

nationalité. Ces revenus qui, dans le cadre d'un Moyen-Orient unifié, auraient pu bénéficier à l'ensemble de sa population, n'ont ainsi enrichi qu'une petite couche de richards, dont les investissements sont retournés vers les banques ou les grandes sociétés des pays occidentaux, sans contribuer le moins du monde au développement d'une région qui pourtant en aurait eu bien besoin. Les grands hôtels, poussés comme des champignons sur les rives du Golfe et où vient s'agglutiner la jet-set, n'ont évidemment aucun intérêt pour les peuples de la zone moyen-orientale.

Aline Retesse

Mondial : joue au foot et tais-toi !

Pendant la prochaine Coupe du monde de football au Qatar, les joueurs de l'équipe du Danemark voulaient lors de leurs entraînements porter un maillot

portant la mention « Les droits humains pour tous ». La FIFA, Fédération internationale de football association, l'interdit.

Il s'agit évidemment de complaire aux gouvernants

qataris et aux grosses entreprises du BTP, qui ne veulent pas voir dénoncée, même à demi-mot, l'exploitation brutale des ouvriers ayant construit les stades.

Les dirigeants du foot-business voudraient que les joueurs se contentent de marquer des buts. Exprimer des idées critiquant un tant soit peu les puissants de ce monde d'exploitation, ou simplement des sentiments humains ordinaires, cela ne fait pas partie du contrat.

L'utilisation politique exclusive d'un sport aussi populaire que le football, par contre, est réservée au gros business et aux États, qui en profitent pour brandir leurs drapeaux et faire assaut de nationalisme.

L. D.



Les joueurs danois revêtus du maillot interdit.

Lisez *Lutte de classe*,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 227 (novembre 2022):

- **Grèves et manifestations:** la contestation ouvrière doit s'élargir
- **Révolte en Iran:** quelles perspectives et quelle direction ?
- **Italie:** Meloni, nouveau visage de la réaction
- **Haïti:** protestations populaires et gangs armés
- **Zone industrielle de Yopougon en Côte d'Ivoire:** un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres
- **Qatar:** exploitation féroce et contrats mirobolants à l'ombre de la dictature
- **États-Unis:** le droit à l'avortement remis en cause
- **L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine**

Prix : 2,50 euros
Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Chine-USA: "Je te tiens par la barbichette"

En marge du sommet du G20 à Bali, et après des mois de pressions américaines sur la Chine accusée de tous les maux, Joe Biden et Xi Jinping ont mis en scène leur rencontre en tête à tête pour rejeter tous les deux une nouvelle guerre froide.

En déclarant « *Je ne vois pas la Chine envahir Taïwan* » et « *Il n'y qu'une seule Chine* », Joe Biden a dit le contraire de toute la propagande américaine depuis des mois. Alors qu'une armada occidentale patrouille en permanence à proximité des côtes chinoises, c'est la marine chinoise que les Occidentaux accusent, sans rire, de préparer l'invasion de Taïwan.

Cette inflexion du ton diplomatique a plusieurs raisons. La première est que les intérêts économiques de la Chine et des puissances impérialistes, États-Unis en tête, restent étroitement liés. Malgré le renchérissement et les aléas du transport international, malgré l'émergence de concurrents chinois dans l'automobile, le transport maritime ou

l'électronique, la Chine reste l'atelier du monde. Les profits d'Apple proviennent toujours de l'exploitation des ouvriers chinois, enfermés dans des bagnes industriels pour assembler les iPhones.

Quant au marché chinois, il est devenu incontournable pour de nombreuses firmes. Volkswagen y vend 40 % de ses voitures ; Airbus et Boeing, 25 % de leurs avions ; Danone, LVMH ne sont pas en reste. C'est d'ailleurs pour défendre les intérêts des capitalistes français que Macron, représentant d'un impérialisme de second ordre, a lui aussi tenu à rencontrer Xi Jinping. Il s'était fait doubler par Olaf Scholtz, son homologue allemand, venu jusqu'à Pékin dix jours avant le sommet du G20, pour montrer que l'Allemagne n'ostracisait pas la Chine.

Pour les puissances impérialistes, un autre objectif de ces rencontres à Bali est d'essayer d'enfoncer un coin entre la Chine et la Russie de Poutine, tout en évitant qu'un bloc ne se forme avec les grands pays pauvres comme l'Inde, le Brésil, l'Indonésie ou l'Afrique du Sud. La guerre en Ukraine, qui oppose de fait les États-Unis à la Russie, n'est pas celle de la Chine ni celle de ces pays dits émergents, et beaucoup rechignent à rompre leurs échanges économiques avec la Russie. Les dirigeants chinois n'ont pas condamné l'invasion de l'Ukraine, même s'ils refusent de vendre des armes à Poutine.

L'aggravation de la crise économique et les conséquences de la guerre en Ukraine, en particulier l'embargo contre la Russie et la crise de l'énergie, rebattent les cartes entre les capitalistes. Des marchés et des sources de matières premières se ferment, d'autres doivent être ouverts, des alliances se modifient. Dans cette jungle, chaque groupement national de capitalistes peut compter sur la puissance de son État, de ses armées comme de sa diplomatie pour défendre ses intérêts.

Quant aux travailleurs, qu'ils vivent dans les citadelles impérialistes ou dans n'importe lequel des pays du G20, leurs intérêts n'ont rien de commun avec ceux de leurs exploiters, même quand ils ont la même nationalité. Leur ennemi principal est la classe dirigeante de leur propre pays.

Xavier Lachau



Des voitures Renault à Pékin.

Paradis fiscal : paradis du capital

Le juge Renaud Van Ruymbeke, qui a instruit l'affaire de corruption chez Elf, met à profit sa retraite pour décortiquer les rouages de la corruption et de l'évasion fiscale.

De sociétés écrans en montages financiers opaques, un économiste évalue à 8 700 milliards de dollars les sommes escamotées via les sociétés offshore, ce qui correspondrait, d'après lui, à un siècle d'impôts sur le revenu. Et la somme doit être largement en dessous de la réalité, tant les moyens

de soustraire les milliards aux regards sont nombreux !

Van Ruymbeke souligne que les promesses des politiciens d'éliminer les paradis fiscaux à coup de listes noires, grises ou blanches de pays sont autant d'illusions et de tromperies et que ces « *listes sont quasi vides et sans contrôle effectif* ». Compter sur une liste

noire de paradis fiscaux pour arrêter l'hémorragie de milliards est illusoire, Renaud Van Ruymbeke qui connaît son sujet le confirme. Pourtant, il en appelle à une véritable prise de conscience des États pour « *vraiment changer les règles du jeu* », ces mêmes États pour qui il est hors de question de contraindre à quoi que ce soit les capitalistes.

Il vaudra mieux compter pour cela sur le contrôle des travailleurs.

Nadia Cantale

GAFAM : nouvelle économie, vieilles méthodes

Après Snapchat qui a supprimé 1 200 emplois, 20% de ses effectifs, fin août, Musk vient de licencier la moitié des 7 500 salariés de Twitter puis 4 400 des 5 500 contractuels.



Facebook a annoncé fin octobre le renvoi de 11 000 personnes sur 87 000, et Amazon vient de faire connaître son intention de licencier 10 000 employés.

Amazon comptait fin septembre 1,54 million d'employés dans le monde, sans compter les travailleurs saisonniers recrutés pour les fêtes par exemple. C'est dire si, pour Amazon, dont le chiffre d'affaires pour 2021 s'élève à 470 milliards de dollars et les bénéfices à 33 milliards, 10 000 emplois, c'est un détail.

Mais depuis le début de l'été la valorisation boursière du commerçant en ligne a fondu de moitié, parce que les bénéfices progressent, mais moins vite que par le passé. Chez Meta (Facebook, Whatsapp, Instagram...), c'est la même histoire. Le chiffre d'affaires trimestriel a un peu reculé en septembre, et le résultat net de plus de 4 milliards pour trois mois est inférieur aux

périodes précédentes. La valorisation boursière a été divisée par trois en un an, suivant la tendance du marché du numérique, en repli après l'euphorie de la période Covid.

Les actions de ces entreprises sont l'objet d'une spéculation incessante, alimentée par l'argent des petits épargnants attirés par la hausse des cours et qui se concentre in fine entre les mains de ceux qui sont en haut de la pyramide. D'ailleurs, depuis l'annonce des emplois supprimés par Amazon, l'action a gagné plus de 15 %, un rebond qui a enrichi plus d'un spéculateur, mais que 10 000 familles paieront par le chômage.

En procédant à des suppressions d'emplois massives, ces entreprises veulent rassurer les spéculateurs : des profits, elles en font, et elles feront tout ce qu'il faut pour continuer à en faire, en sacrifiant le nombre de travailleurs qu'il faut.

Serge Benham

Cryptomonnaies : FTX à l'heure de la faillite

FTX était une des plus grosses plateformes de cryptomonnaies au monde et sa faillite n'a pas fini de secouer le monde de la finance. En quelques jours, sa valorisation boursière, 32 milliards, s'est littéralement volatilisée.

Cette société spécialisée dans les échanges de monnaies virtuelles avait nourri ses investisseurs des fonds de ses clients. À la fin, elle était riche de deux tiers de dette et d'un tiers

d'une monnaie virtuelle, le FTT. Quand cela s'est vu sur les marchés, un de ses concurrents a fait chuter le cours du FTT. FTX s'est révélé une coquille vide et a fait faillite.

Le patron de FTX est réfugié au Bahamas, et ses concurrents en appellent maintenant à une régulation du secteur ! La spéculation oui, mais uniquement quand cela gagne...

S.B.

Espagne : marée humaine pour défendre la santé

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Madrid dimanche 13 novembre contre la dégradation du système de santé, qui est continue depuis des années.

La colère des manifestants pointait tout droit contre Isabel Diaz Ayuso, figure en vue du Parti Populaire (le parti de droite) et actuelle dirigeante de la région de Madrid. En effet, c'est à l'échelle régionale que se gère la santé en Espagne. Ayuso incarne à elle seule cette droite rance, méprisante, réactionnaire jusqu'à la lie et habituée aux arrangements entre riches amis. Au moment du Covid, quand les morts s'accumulaient dans les maisons de retraite, Ayuso avait mis son frère sur le coup d'un contrat public pour fournir à la région des masques à prix d'or.

Comme ailleurs, le Covid a mis en relief un système de santé endommagé par des années de coupes budgétaires et de privatisations, et cela n'a fait qu'empirer avec Ayuso.

Les rendez-vous pour voir un spécialiste ou pour avoir une opération sont repoussés aux calendes. Les Urgences sont débordées et les centres de santé et d'urgence des quartiers ferment. Quand ils rouvrent, comme ça a été le cas cet automne, c'est sans médecin ! La solution d'Ayuso est de recourir à des infirmières, équipées de tablettes afin de prendre en charge tous les patients par téléconsultation, et à toujours plus de centres privés.

Depuis des mois déjà, la colère s'exprimait de plus en plus. On l'a vu en premier lieu dans les quartiers, comme à Getafe en banlieue de Madrid où dès le printemps les rassemblements pour empêcher la fermeture du plus vieux centre de santé de la ville rassemblaient plus de



Le 13 novembre, quatre colonnes ont convergé place Cibeles à Madrid.

10 000 personnes. Face à la situation qui a continué de dégenerer pendant l'été et à la rentrée, les manifestations et les grèves se sont multipliées, rassemblant toujours plus de personnes. La manifestation du 13 novembre a été massive, débordant de loin les milieux traditionnellement mobilisés. Les familles, les patients, le personnel de santé, le personnel embauché au moment du Covid, dit « contrats Covid » licenciés il y a six mois, tous étaient là pour dire stop.

Le gouvernement espagnol, dirigé par le socialiste Pedro Sanchez allié à

Podemos et au PC, n'est pas mécontent que la colère se concentre sur une question de compétence régionale, la santé, qui, à Madrid, est aux mains d'une des principales figures de la droite. Pourtant, le gouvernement est aussi responsable que celle-ci de la dégradation de la situation sociale. Ces

dernières années, il a abreuvé les patrons de tout poil de subventions et a accompagné l'augmentation des prix de l'énergie. Face à la situation de crise, il est à espérer que la colère déborde le seul domaine de la santé afin de faire payer la crise à ses responsables capitalistes.

Adrien Baye

Afrique : la guerre sans fin de l'impérialisme français

« Nous n'avons pas vocation à rester engagés sans limite de temps dans des opérations extérieures. C'est aussi pour cette raison que j'ai décidé [...] aujourd'hui la fin de l'opération Barkhane », a déclaré Emmanuel Macron le 9 novembre à Toulon.

Depuis le retrait définitif des soldats français du Mali en août dernier, Barkhane était sur la sellette, mais ce clap de fin ne signifie pas un retrait d'Afrique des soldats français.

L'opération Barkhane avait été inaugurée le 1^{er} août 2014 pour remplacer et englober l'opération Serval, décidée par François Hollande en janvier 2013 pour sauver le gouvernement malien, et l'opération Épervier, inaugurée, elle, encore bien auparavant, en 1986, au Tchad. Derrière ces désignations se voulant exotiques se déployaient en fait des interventions militaires quasi

permanentes en Afrique depuis des décennies. Jusqu'à 5100 soldats français sont intervenus dans le cadre de Barkhane, dispersés entre le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad.

Le prétexte à l'opération Barkhane sur une large partie du Sahel et du Sahara était la lutte contre les groupes djihadistes. Sans succès, puisque le terrorisme djihadiste a étendu ses ravages jusqu'en Afrique de l'Ouest, menaçant le Bénin et la Côte d'Ivoire. Par contre, au Mali, les manifestations d'hostilité aux troupes françaises, dont la présence est ressentie comme

une occupation, ont été de plus en plus larges et nombreuses.

La fin de Barkhane n'annonce absolument pas un retrait des troupes françaises du Sahel, tout au plus un redéploiement déjà commencé depuis le printemps et, bien sûr, l'armée française maintiendra ses contingents au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Djibouti.

L'imagination des militaires trouvera d'autres noms pour leur prochaine guerre d'inspiration coloniale. Mais, au fond, c'est la même guerre qui se poursuit contre les peuples d'Afrique depuis les indépendances, pour que les Total, Bolloré, Bouygues aient leur part des profits sués par les populations africaines.

Boris Savin

Migrants : Europe meurtrière

Après cet épouvantable marchandage sur le sort des rescapés de l'Ocean Viking traités comme des criminels, les États européens ont invoqué la nécessité de trouver une solution au « problème ».

Dans l'immédiat, ils ont décidé de répartir 175 des 234 passagers entre 11 pays, de 80 en Allemagne à quelques-uns dans les autres. Des chiffres dérisoires, surtout quand Darmanin se permet de dire qu'en contrepartie il n'est plus question que la France en accueille le nombre prévu par l'accord de juin 2022 au Luxembourg, ce « mécanisme volontaire de solidarité » qui devait permettre de relocaliser 10 000 arrivants dans des pays autres que ceux de première entrée comme l'Italie, la Grèce, Malte ou Chypre.

Aucun chef d'État ni de gouvernement n'a bien sûr l'intention de mettre en œuvre ce genre d'accord. Des gouvernements démocratiques aux plus réactionnaires, voire aux sympathies fascistes, le sort des immigrés ne les concerne que lorsque le scandale arrive ou quand il s'agit de trouver des moyens de les repousser.

Les gouvernements européens ont su trouver des fonds et organiser Frontex,

chargé de repousser sur mer et sur terre tous ceux qui veulent fuir la guerre et la famine.

Quelques jours à peine après l'arrivée de l'Ocean Viking, le 14 novembre, Darmanin est allé conclure un accord avec la Grande-Bretagne, partenaire ex-européen, qui devrait payer plus de 70 millions d'euros à condition que son voisin français augmente ses forces de police sur les plages du Nord, déploie des chiens, des avions, des caméras et des drones pour « encadrer » ces traversées.

Les États européens veulent bien payer un peu pour repousser les migrants, quitte à laisser mourir des survivants appelant à l'aide, en pleine mer ou sur une petite île au milieu du fleuve Evros entre Grèce et Turquie.

Mais payer pour sauver, il n'en est pas question pour les dirigeants européens. Les 2000 morts de cette année en Méditerranée en sont la preuve.

Sylvie Maréchal

Pédiatrie : elle a dit la vérité, le ministre est "choqué"

« Actuellement on soigne mal nos enfants. On ne peut pas tous les hospitaliser. On est obligé de trier nos enfants », a déclaré sur RTL Julie Starck, médecin pédiatre réanimatrice de l'hôpital Trousseau de Paris, interrogée sur la situation dramatique dans les services de pédiatrie face à l'épidémie de bronchiolite.

Le ministre de la Santé, François Braun, s'est dit choqué, non du fait ainsi dénoncé, mais du mot utilisé. Braun trouve le mot « tri » inadmissible et ajoute : « Je ne laisserai pas dire qu'on décide de qui on laisse vivre ou mourir. » Il brandit même la menace d'une enquête : « Si jamais de telles pratiques déviantes étaient avérées, des conclusions en seraient tirées ».

Le ministre a reçu le soutien de son prédécesseur, Olivier Véran, devenu porte-parole du gouvernement : « Le tri n'existe pas... qu'il s'agisse de nourrissons, d'enfants ou de vieillards », a-t-il dit. À l'époque, le même Véran avait déjà affirmé, niant l'évidence, qu'on ne triait pas les malades du Covid ! Et il ose rajouter qu'il y a là « une



L'entrée de l'hôpital Robert-Debré, spécialisé en pédiatrie.

organisation des soins graduée et différenciée en fonction de la charge sanitaire dans un endroit ».

Quand les ministres mentent, les médecins et le personnel de santé dénoncent la réalité du manque de moyens dans les hôpitaux. Aujourd'hui, c'est la crise des services d'urgence de pédiatrie, mais hier c'était le Covid et encore à d'autres moments

les épidémies de grippe. Chaque fois, faute de personnel et de moyens, il faut trier. Le dire n'est que dénoncer la réalité due à des années d'économies scandaleuses qui ont démolie l'hôpital, mais c'est bien ce qui gêne les ministres.

Braun et Véran choisissent de polémiquer sur le mot de « tri » pour mieux refuser de discuter des vrais problèmes et noyer le

poisson. Et ce ne sont pas le Plan blanc et l'enveloppe de 400 millions d'euros annoncés par Braun qui changeront la réalité. Pour l'hôpital, il faudrait des milliards, et ceux-là le gouvernement les attribue à l'armée, dont le budget en 2023 est de 43,9 milliards d'euros en augmentation de 3 milliards. Mais cela ne choque ni Braun ni Véran.

Cédric Duval

CAC 40 : les actionnaires ne connaissent pas la crise

Dans son dernier bilan, l'Observatoire des multinationales indique que, sur 156,7 milliards d'euros de profits réalisés en 2021 par les 40 plus grandes sociétés françaises, 80 milliards d'euros ont été reversés aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions.

Ce chiffre augmente d'année en année. En 2020 il était de 50,8 milliards et en 2019 de 43,25 milliards.

Les actionnaires qui touchent ce pactole sont avant tout les grandes familles capitalistes déjà multimilliardaires, les Bernard Arnault, Bettencourt, Pinault, Dassault, Mulliez. Ces gens-là concentrent entre leurs mains une grande partie des actions des grandes sociétés du CAC 40, et chaque action leur donne droit à un dividende. Une action du groupe LVMH de Bernard Arnault rapportait 4,80 euros de dividende en 2019, 6 euros l'année suivante et 10 euros en 2021. La famille Arnault en possède beaucoup, elle a touché 2,41 milliards en 2021. À ces dividendes s'ajoutent les rachats d'actions, autre manière de distribuer de l'argent aux actionnaires. La société rachète une partie de ses propres actions, les détruit, et le cours de l'action augmente ainsi mécaniquement. Quelle

que soit la conjoncture économique et quelle que soit la méthode, les gros actionnaires qui contrôlent les comités exécutifs des entreprises, là où tout se décide, se servent généreusement. L'étude de l'observatoire constate : « Le CAC 40 considère que ses actionnaires ont un droit sacré à toucher un dividende toujours supérieur à celui de l'année précédente. »

Ce sont les mêmes qui

estiment avoir aussi un droit sacré à refuser une augmentation de salaire permettant aux travailleurs de vivre et qui osent affirmer que ceux-ci sont trop payés, par exemple dans les raffineries. Ce sont eux qui estiment naturel de siphonner les ressources publiques en captant la plus grande partie des aides et qui n'hésitent pas non plus à licencier, comme cela a été le cas en 2021 de 21 de ces 40 premières entreprises.

De l'argent, il y en a dans les poches du grand patronat, et c'est là qu'il faut aller le prendre pour garantir les salaires et les emplois.

Daniel Mescla



Cyril Hanouna : touche pas à mon boss

Le 10 novembre, Cyril Hanouna, animateur vedette d'une émission du groupe Canal, a piqué un coup de sang contre un de ses invités, Louis Boyard.

Ce dernier, ex-invité rémunéré de l'émission devenu député LFI, a en effet commis le crime des crimes, dire quelques vérités sur le propriétaire de la chaîne, Vincent Bolloré.

Il a affirmé, ce que tout le monde sait, que Bolloré a fait sa fortune en Afrique, sans même préciser qu'il l'a fait au prix du sang, de l'exploitation et des dictatures. Boyard a encore eu le temps de rappeler cette évidence que Bolloré a lancé, soutenu, fabriqué et donné continuellement la parole au raciste Zemmour durant toute la période de l'élection présidentielle. Hanouna a alors couvert Boyard d'injures et l'a contraint à quitter le plateau avec un argument venu du fond du cœur : « On ne crache pas dans la main qui vous nourrit ! »

Hanouna avait sans doute compris que pour garder son poste il devait hurler ce que tous les médias susurrèrent d'ordinaire : on dit ce qu'on veut, mais pas touche au capital ! Avec la franchise du mafioso fidèle au boss qui l'entretient, il a défendu celui-ci toutes dents dehors. Ses collègues plus expérimentés savent faire mine, parfois, d'égratigner ici ou

là un grand capitaliste pour mieux défendre le système dans son ensemble. La plupart de ces commentateurs autorisés et bien coiffés se sont d'ailleurs offusqués de la forme, des injures proférées par Hanouna, et se sont bien gardés de se prononcer sur le fond.

Les chaînes de télévision et de radio, les journaux et les magazines, tous les moyens d'information, de distraction et de culture sont détenus par une poignée de milliardaires, dont Bolloré, ou par l'État qui est à leur service. Les médias défendent leurs intérêts, leur ordre, leurs affaires et leur morale, en grand et au détail. Hanouna défend Bolloré comme *Le Figaro* défend son propriétaire l'avionneur Dassault et comme *Les Échos* défendent le leur, le multimilliardaire Arnault. Tous défendent en chœur la propriété privée et chacun le fait avec son style. Celui d'Hanouna pourrait lui valoir, en plus de la désapprobation de ses collègues, le César de chien de garde du capital 2022, catégorie molosses. Mais ce titre est âprement disputé...

Paul Galois



RATP : la grève du 10 novembre, un gage pour l'avenir

Avec 85 % de participants, la grève du 10 novembre a été massivement suivie par les conducteurs de métro.

Mais c'est aussi dans tous les autres secteurs de la RATP que des travailleurs se sont mis en grève pour dénoncer les salaires insuffisants et la dégradation des conditions de travail.

Fait nouveau en particulier, la grève a été très suivie par les agents de station, obligeant la direction à en fermer plusieurs sur les quelques lignes restées ouvertes aux heures de pointe. On a compté également des milliers de grévistes dans le secteur bus et aux ateliers de maintenance.

La direction a répondu à cette colère par de nouveaux mensonges, en citant un chiffre de 5,2 % d'augmentation en 2022, quand il n'y a eu que 2,2 % ! La hargne antiouvrière du gouvernement s'est aussi exprimée contre les grévistes, accusés par un Gabriel Attal d'avoir « zéro empathie pour

les Français ». Mais pour bien des usagers de la RATP, cette grève était légitime car les problèmes qu'elle ciblait, les salaires et les conditions de travail, sont ceux de tous les salariés.

Cette journée avait été programmée de longue date par FO, qui au départ n'appelaient à faire grève que les conducteurs de métro et de RER. Quant à la CGT-métro-RER, avant l'appel de la confédération à une journée de grève interprofessionnelle le même jour, elle se contentait d'emboîter le pas à FO sur le terrain catégoriel. Les autres catégories de salariés de la RATP, qui se sont emparés du préavis pour exprimer leur mécontentement, ont montré qu'elles savaient dépasser ce corporatisme. C'est une bonne chose et c'est un gage pour l'avenir.

Correspondant LO

RATP maintenance : contre la baisse des salaires et pour leur augmentation

Depuis quatre semaines, les salariés des ateliers de maintenance des trains et des métros de la RATP sont en lutte pour les salaires.

Face à l'inflation, les seules mesures de la direction ont été une pauvre augmentation de 2,4% au mois d'août, deux primes Macron de 200 ou 300 euros ou rien selon le niveau de salaire avec un premier plafond de 2 000 euros qui concernait 15 000 salariés.

Dans le secteur des ateliers des trains, la direction a annoncé une remise en cause de certaines primes qui revenait à baisser les salaires de 50 à 250 euros ! La grève des raffineurs a convaincu une partie des salariés que le moment était venu de se mobiliser. De plus, la RATP manque de matériel et de pièces. Une grève pouvait mettre la direction en difficulté.

L'appel de la CGT du 18 octobre a été particulièrement

suivi. Les salariés des secteurs de Fontenay et Italie sont intervenus deux jours plus tard à une cinquantaine lors de la réunion du comité social et économique contre la baisse des salaires et pour des augmentations de 300 euros, revendications partagées par tous. Dans le plus grand atelier de réparation des trains à Sucy, le mouvement s'est poursuivi par une grève tournante par secteur « bloquants », financée par l'ensemble des salariés. Une partie sont en grève les demi-journées. Les salariés de Vaugirard ont commencé des débrayages quotidiens d'une heure.

Depuis, de proche en proche, les salariés de plusieurs ateliers ont décidé de débrayer 59 minutes par jour ou de faire une grève

tournante. Cette grève perturbe le trafic. Il manque des trains sur la ligne 12 et la ligne A, et la direction n'envoie plus que des trains courts sur le RER. Elle a aussi décidé de réduire les visites des trains à minima avant de les remettre en ligne, d'envoyer ses chefs faire le travail et de modifier ses règles de sécurité. Certains travaux sont transférés vers des ateliers qui ne sont pas encore en grève.

En réponse, certains secteurs sont passés à la grève reconductible, d'autres rejoignent le mouvement. Le fait que la direction ait abandonné déjà une partie de son projet de suppression de primes encourage les travailleurs à continuer et à étendre le mouvement pour répondre à ses manœuvres.

Correspondant LO

Lyon Perrache : «Nettoyage - esclavage!»

Les 22 agents de nettoyage de la gare routière de Lyon Perrache en étaient à leur 6^e semaine de grève contre leur licenciement prévu pour la fin de l'année.

La Métropole de Lyon, qui sous-traitait le nettoyage de la gare à T2MC (Arc-en-ciel) va la remplacer par une entreprise d'insertion, ce qui lui permet de ne pas reprendre l'équipe en place.

De son côté, le patron de T2MC, Mohamed Tandert, est venu en personne confirmer aux grévistes qu'ils seraient licenciés à la fin du contrat. Comme toujours dans ces cas-là, donneur d'ordres et sous-traitant se

renvoient la responsabilité. La revendication de reprise en régie directe par la Métropole, mise en avant par plusieurs organisations de gauche, a été balayée par son président EELV Bruno Bernard : « Il n'a jamais été question de reprendre les salariés de cette entreprise. »

Mais les grévistes ne se contentent pas d'attendre leur salut de négociations, ils restent mobilisés pour maintenir la pression. En plus des interpellations à la

Métropole, un rassemblement de soutien a réuni une cinquantaine de personnes le 26 octobre, et un cortège des grévistes était présent dans la manifestation du 10 novembre. Le piquet de grève installé au milieu du hall est l'occasion de discuter et de recueillir les encouragements des voyageurs et des autres travailleurs, qui soutiennent la grève malgré l'état de saleté de la gare. Comme le disait un gréviste, « s'il le faut, on restera en grève jusqu'à la fin de l'année ».

Correspondant LO

Philharmonie de Paris : débrayage contre un licenciement

À la Philharmonie de Paris, dans le 19^e arrondissement, les agents d'accueil se mobilisent.

Employés par l'entreprise City One, ils sont payés au smic et pour la plupart employés en CIDD, un contrat précaire qui permet à la Philharmonie de les faire venir pour quelques heures. Ce sont eux qui

orientent les spectateurs, surveillent les expositions, veillent au bon déroulement des nombreuses activités pédagogiques.

La colère a été déclenchée par le licenciement abusif d'un salarié et le constat de nombreuses irrégularités sur les fiches de paye. Dimanche 30 octobre, ils étaient une vingtaine à

débrayer, provoquant la fermeture momentanée d'une exposition. Les grévistes réclament l'augmentation de leur panier repas, une majoration complète des dimanches et jours fériés, la réintégration du collègue abusivement licencié, le paiement des heures supplémentaires, une plage horaire de travail de quatre heures

consécutives minimum, le paiement du passe Navigo et le remboursement intégral du taxi quand leur mission se termine après minuit. « City One a les moyens de mettre la main à la poche ! » a déclaré une gréviste lors d'une assemblée générale.

City One et la direction de la Philharmonie, inquiets à l'idée que le mouvement

s'étende, ont accepté d'ouvrir des négociations. Mais les maigres avancées proposées, comme le passage du panier repas à 5,40 euros (il était jusqu'à présent à 3,05 euros) sont insuffisantes pour les salariés mobilisés. Une nouvelle réunion avec la direction est prévue jeudi 17 novembre.

Correspondant LO

Compin - Évreux : seule la grève paye !

Déjà paralysée par une grève fin octobre, la production de l'usine Compin d'Évreux, dans l'Eure, est de nouveau quasi stoppée depuis mercredi 9 novembre.

Une vingtaine de travailleurs ont reconstitué le piquet devant l'usine et ont obligé la direction à faire des concessions, au moins verbales, sur son plan de licenciements.

Il n'a pas été facile de se remettre en grève, car la direction a martelé que le protocole de fin de conflit signé fin octobre interdisait tout nouvel arrêt de travail. Elle mène une campagne contre la CGT et les grévistes, les accusant de faire traîner le calendrier du plan social. Elle a retiré aux travailleurs la possibilité d'arriver

au travail à 5 heures, une commodité permettant de quitter l'usine plus tôt, mettant cette mesquinerie au compte des grévistes. Elle a convoqué un travailleur en grève pour lui dire que son poste n'était pas menacé...

Dans ce climat, une vingtaine de travailleurs, sur 113 que compte cette usine de fabrications de sièges de transporteurs publics, ont la ténacité suffisante pour tenir tête et pour décider ensemble de continuer la lutte. La direction a reçu une délégation d'élus CGT en grève lundi 14 novembre



pour annoncer, entre autres, qu'elle n'écartait pas de porter la prime supra-légale à 8000 euros. « Avant, le patron ne voulait rien donner, maintenant, il ne donne pas grand-chose, mais c'est quand même mieux », a commenté une gréviste à l'assemblée générale au retour de la délégation. Beaucoup de travailleurs ont pris la parole, pesant le pour et le contre d'accepter la proposition de la direction.

Le nombre de licenciements envisagés avait été

ramené de 55 à 51 lors de la grève fin octobre. Cela avait été enregistré comme un petit recul de la direction. Imposer que chaque licenciement lui coûte plus cher serait aussi vécu par les grévistes comme un gain à mettre au compte de la grève. Ils ont décidé de reconduire leur mouvement au mardi 15 novembre, de se retrouver au piquet de grève et d'organiser une assemblée générale pour

s'adresser plus largement aux travailleurs, notamment à ceux qui avaient été en grève fin octobre. Pour les grévistes de Compin, l'objectif reste « Tous ensemble, tous ensemble ! », comme l'a scandé une gréviste. Ensemble dans la lutte, c'est la seule voie pour faire payer à Compin, et au fonds d'investissement Equistone, leur volonté de jeter au chômage 51 travailleurs.

Correspondant LO

Enedis, GRDF : mouvement pour les salaires

Les industries électriques et gazières (IEG) sont une branche professionnelle regroupant l'ensemble des entreprises qui produisent, transportent, distribuent, commercialisent de l'électricité et du gaz naturel.

EDF et Engie (ex-GDF-Suez) avec leurs filiales RTE (Réseau de transport de l'électricité), Enedis (gestion du réseau au consommateur), GRDF (distributeur du gaz) en sont les principales composantes.

Les augmentations de salaire que prévoient les patrons des IEG étaient de 0,5 % pour 2022 et de 1,5 % pour 2023, bien en

deçà de l'inflation. Dès décembre 2021, des mobilisations ont eu lieu sur Paris dans des agences Enedis et GRDF, réclamant une augmentation de 200 euros pour tous et l'échelle mobile des salaires. Puis, au printemps, c'est à RTE que des sites ont été occupés et bloqués, avec l'idée de se retrouver en septembre.

En septembre et octobre,

dans de nombreux secteurs la grève a été suivie par 30 % du personnel, voire 43 % dans le nucléaire. La direction cédait alors une augmentation de 2,3 %, au lieu des 1,5 % en 2023, plus une prime annuelle de 1000 euros. Cela améliorerait un peu les premières propositions patronales, mais était loin de compenser la chute du pouvoir d'achat face à l'inflation. Cela n'a pas empêché toutes les fédérations syndicales, y compris la CGT, de signer un accord au niveau de la branche des IEG.

Conjointement avec la grève des raffineries, les grèves se sont amplifiées dans l'ensemble des centrales nucléaires. Les directions d'EDF ont dû lâcher de nouvelles augmentations. Celles-ci englobent l'année en cours 2022 et 2023, et sont sous forme de niveau de rémunération (à chaque niveau est associé

un coefficient hiérarchique utilisé pour le calcul du salaire), ce qui fait qu'un cadre va toucher une augmentation plus importante qu'un ouvrier ou un technicien. La CGT affirme qu'au 1^{er} janvier 2023 il y aura bien une augmentation globale de 200 euros sur la feuille de paye, mais cela concerne uniquement le personnel d'EDF, et pas les filiales.

Dans les semaines qui ont suivi les propositions à EDF, les agences techniques d'Enedis et GRDF se sont à leur tour fortement mobilisées, alors que les directions n'hésitent pas à réagir par des convocations d'agents et de militants au commissariat. Début novembre, la CGT dénombrait une centaine de sites en grève sur l'ensemble du territoire, un mouvement d'une ampleur que l'on n'avait pas vue depuis longtemps. Si à Enedis les directions ont suivi les

propositions faites à EDF SA, le mouvement continue à GRDF.

Il reste de ces actions le sentiment d'avoir fait reculer les directions par un mouvement de grève où les travailleurs se retrouvaient parfois entre différents sites, ou entre différents corps de métier comme dans les centrales nucléaires.

Les augmentations ont été accordées entreprise par entreprise, morcelant la mobilisation de travailleurs impliqués dans la même activité. Et puis, les propositions salariales sont loin d'être à la hauteur des besoins actuels et elles sont hiérarchisées.

Alors, pour beaucoup, il va falloir remettre ça. L'idée qu'il faut des augmentations égales pour tous et qu'elles doivent suivre l'inflation fait son chemin et revient dans les conversations.

Correspondant LO



Naval Group - Lorient : le ministre ne veut voir que les frégates

La première frégate de défense et d'intervention (FDI) destinée à la Marine nationale, a été mise à flot le 7 novembre sur le site Naval Group de Lorient, en présence du ministre des Armées, Sébastien Lecornu,

et du ministre de la Défense grec venu faire son marché.

C'était l'occasion pour les salariés de Naval Group de rappeler au ministre que 2,5 % d'augmentation générale des salaires ne suffisent pas, et de réclamer

un 13^e mois. À l'appel de la CGT, un débrayage devait permettre à plusieurs dizaines de travailleurs, malgré les pressions de la direction, d'aller à la rencontre de ce monsieur afin de faire entendre leurs

revendications. Mais Lecornu, tout ministre des Armées qu'il soit, ne voulait pas entendre quoi que ce soit, et a tenu à distance les grévistes en faisant barrer par les CRS la route de la Forme de construction.

Quel courage !

Les manifestants, surpris de l'accueil chaleureux du ministre, étaient malgré tout satisfaits d'avoir quelque peu perturbé la cérémonie officielle.

Correspondant LO

Arkema - Jarrie : tout va très bien, madame la Marquise...

Jeudi 10 novembre, quelle ne fut pas la panique pour la population riveraine du site d'Arkema à Jarrie, près de Grenoble !

Dans cette usine spécialisée dans la fabrication de chlore et de ses dérivés, trois violentes explosions se sont produites, suivies d'un gros champignon de fumée grise dans le ciel, puis de la sirène ordonnant le confinement de tous !

Heureusement, il n'y a

eu aucun blessé. Patron et préfet ont rapidement communiqué que la situation était sous contrôle et sans gravité. Les explosions auraient été dues à un feu dans une gaine électrique, qui se serait propagé au conditionnement du chlorate de sodium. Le dégagement de

fumée n'aurait donné lieu à aucune pollution ni émanation toxique, et le confinement des écoles et du collège limitrophes a été rapidement levé.

Tout cela revient à passer bien vite sur la situation des riverains, terrorisés, habitant à moins d'un kilomètre de l'explosion et ne possédant pas chez eux de pièce de confinement, contrairement à la réglementation en vigueur. Aucune allusion non plus à l'angoisse des travailleurs d'Arkema ou de Framatome, usine située de l'autre côté de la rue, présents sur le site, qui savent, eux, combien les produits dérivés du chlore peuvent être dangereux et ont en mémoire les accidents précédents. Entre 2016 et 2019, cinq fuites diverses de chlore ou acide chlorhydrique ont conduit



Le panache de fumée, visible depuis la commune de Jarrie.

Dassault : un carnet de commandes bien rempli

Le 10 novembre, à l'occasion de la COP 27, une trentaine de scientifiques ont manifesté devant le siège de Dassault Aviation, à Paris au rond-point des Champs-Élysées.

Ils en ont rapidement été chassés manu militari par une brigade motorisée de la police.

Ces scientifiques dénonçaient les conséquences environnementales de la circulation des jets privés. Ceux-ci incarnent effectivement une société de classe, où 1 % de la population, utilisatrice de ces jets privés, génère 50 % des émissions de toute l'aviation mondiale. C'est d'autant plus choquant que, selon une récente étude publiée par *Le Monde*, la destination de ces avions en partance de l'aéroport du Bourget est souvent d'atterrir sur les aéroports de la Côte d'Azur ou bien en Corse, et même à Ibiza : ainsi, la Jet Set s'amuse, pendant que les beaux discours sur le climat se multiplient en Égypte.

Dénoncer les jets privés devant le siège de Dassault Aviation est tout à fait légitime de la part de scientifiques, qui déclarent

également qu'ils veulent « faire payer les ultrariches pollueurs » dans le cadre d'une campagne internationale intitulée : « Faites-les payer ». Mais il ne faudrait pas oublier la production des Rafale et autres engins de guerre.

Ceux qui orchestrent les conflits, ceux qui s'en enrichissent de plus en plus, avec notamment la guerre en Ukraine, représentent une menace encore plus palpable qu'elle est à nos portes. Le carnet de commandes de Dassault Aviation, tant en matière de Rafale que de Falcon, n'a jamais été aussi bien garni. L'État français vient d'annoncer une prochaine commande de 42 Rafale, qui sera payée par les contribuables. La famille Dassault se repaît du climat guerrier, la population et les travailleurs trinquent !

Correspondant LO

Safran ex-Herakles - Bordeaux : procès encore repoussé

Neuf ans après l'accident de la poudrerie de Saint-Médard, qui avait fait un mort et deux blessés graves par brûlure, les victimes et leurs familles attendaient avec impatience le procès en correctionnelle, lundi 7 novembre à Bordeaux.

Mais le représentant de la société Safran (ex-Herakles) ne s'est pas présenté au tribunal ce jour-là.

Ses avocats ont mis en avant le fait que ce directeur, qui aurait pu être remplacé par un autre, avait été testé positif au Covid le matin même. Ils ont demandé et obtenu un report du procès au 3 avril 2023. Pour mémoire, après un non-lieu prononcé en faveur de la direction en 2018, les familles ont obtenu que la cour d'appel de Bordeaux ordonne une mise en examen pour mise en danger et faute inexcusable de l'employeur. Les familles et victimes devront maintenant attendre cinq mois de plus, les patrons sachant parfaitement utiliser les lenteurs d'une justice faite à leur mesure.

Après le drame survenu le 5 décembre 2013, l'attitude de la direction Safran avait été de nier toute responsabilité ou erreur de sa part. Pire, elle n'avait pas

cessé d'invoquer une défaillance humaine, laissant entendre une possible responsabilité des ouvriers qui n'auraient pas respecté les consignes de sécurité. Pourtant, l'enquête du CHSCT et les rapports de l'inspecteur du travail avaient révélé plusieurs manquements graves à la sécurité. C'était par exemple le fait d'imposer aux trois ouvriers de réaliser manuellement le démoulage de 470 kilogrammes de poudre de propergol solide, alors que l'outillage qui aurait permis de réaliser cette opération en automatique n'était pas opérationnel. Lors du démoulage, un arc d'électricité statique est apparu et a provoqué un feu de poudre. En quelques secondes la température est montée à 4000°C dans l'enceinte du bâtiment. Un des trois ouvriers, qui n'a pas eu le temps de sortir, est décédé des suites de ses brûlures. Les deux autres ont réussi à sortir du bâtiment

à des confinements, et trois d'entre elles ont incommodé des travailleurs. Les plus anciens se souviennent aussi de l'explosion d'une unité d'eau oxygénée en 1992, qui fit un mort et deux blessés. L'une des premières communications du patron de Framatome fut même de menacer de sanction les travailleurs qui transmettraient

à l'extérieur des vidéos ou des photos de l'accident ! Le patron d'Arkema comme le préfet voudraient qu'on les croie sur parole, et verrouillent toute la communication autour de l'accident. L'opacité des industriels trouve la complicité des pouvoirs publics pour éviter d'informer la population.

Correspondant LO

mais ont gardé de profondes séquelles physiques et psychologiques, sans parler de nombreux séjours à l'hôpital pour les greffes.

À l'époque, la direction Safran avait exercé une pression telle dans ses usines de Gironde qu'aucun syndicat n'avait osé dénoncer ou même parler de cette affaire. ArianeGroup, qui regroupe maintenant les activités spatiales d'Airbus et Safran, y compris le site de Saint-Médard, est plus préoccupé, comme son prédécesseur, de baisser les effectifs que de s'occuper des aspects humains. Aujourd'hui, les victimes et leurs proches sont encore traumatisés. Ils n'ont bénéficié d'aucun suivi ou accompagnement. Les deux ouvriers sont abandonnés à leur sort et ArianeGroup ne fait pas le moindre effort pour les aider à trouver un emploi adapté dans l'une de ses nombreuses usines en Gironde. Quelles que soient les directions qui se succèdent, le cynisme et le mépris patronal restent les mêmes.

Correspondant LO



Renault : une hydre à cinq têtes à laquelle les travailleurs ne doivent pas être soumis

Le 8 novembre, le directeur de Renault a dévoilé à la presse les grandes lignes du chambardement du groupe qui va être divisé en cinq branches nommées Ampere, Alpine, Mobilize, Horse, The Future Is NEUTRAL.

Autant dire que si les travailleurs de Renault avaient le sentiment d'avoir une seule direction, un seul responsable des conditions de travail et des salaires, ils en auront dorénavant au moins cinq. Cette division ne fait qu'augmenter leurs craintes pour l'avenir.

Aux fameux investisseurs qui devaient être les vedettes de cette journée du 8 novembre, la direction offre autant de branches pour parier sur les dividendes que chacune peut rapporter. Et si ce n'est pas le cas, il sera plus facile de couper une branche que de couper l'arbre nommé Renault.

Dans l'annonce faite par la direction de Renault, il y a tant de mariages qu'il est difficile de savoir qui se marie avec qui, au point qu'un journal écrit que «le marché se demande si cinq Renault valent mieux qu'un». Le nombre de mariages possibles avec tel ou tel groupe donne presque le tournis. On peut citer le mariage dans le nouveau groupe

Power-Horse, qui produira les voitures thermiques et hybrides, avec le trust automobile chinois Geely qui réalise un chiffre d'affaires de 51,3 milliards d'euros. Cette nouvelle entité regroupera environ 19 000 employés répartis sur trois continents.

Le journal *Les Échos* a bien souligné le but : «Renault vise une marge opérationnelle supérieure à 8% en 2025 et à 10% en 2030, avec un free cash-flow supérieur à 2 milliards d'euros par an en moyenne sur la période 2023-2025. Le groupe vise la distribution d'un dividende dès l'an prochain à ses actionnaires et s'engage à ce que le taux de distribution augmente progressivement et de façon disciplinée, jusqu'à 35% du résultat net du groupe.»

Dans l'art de la division chacune des branches aura un contenu différent. Par exemple, Ampere, qui devrait devenir le fleuron de Renault dédié entièrement aux voitures électriques, se divise en au moins trois ou

quatre branches : Ampere SAS, Ampere Electricity SAS, Ampere Cléon SAS, Ampere Software et Systèmes SAS.

Dans chaque établissement, Cléon, Lardy, Guyancourt, le nombre de salariés qui seront transférés dans chacune des trois branches diffère. Par exemple, à l'usine de Cléon qui compte 3 142 travailleurs, seuls 2 764 d'entre eux rejoindraient Ampere Cléon SAS, 263 resteraient Renault SAS, 101 iraient chez Ampere SAS, 15 seraient transférés chez Ampere Software. À l'usine de Lardy, sur les 823 travailleurs, seulement 653 rejoindraient Ampere. Pour le Technocentre et à Aubevoye, seule une partie des travailleurs feraient de même. Enfin, sous l'en-tête

«The Future Is NEUTRAL», on trouverait une partie de l'usine de Flins, sans plus de précision.

Du côté des syndicats, le secrétaire de la Coordination CGT s'est borné à dire que «cette séparation manque de cohérence, nuit à l'efficacité industrielle», en ajoutant : «Quant aux bureaux d'études à l'étranger, ils ne sont pas matures pour étudier les futures motorisations.» Pour le porte-parole de la CFDT : «Il y a une réalité chez Renault : nous manquons cruellement de cash même si nous avons de très bonnes idées.» Et pour la CFE-CGC : «Il est important que chaque salarié trouve sa place dans l'entreprise.»

Pour les travailleurs, la question est celle de leur

emploi et de leur salaire car dans cette aventure de la direction, il n'y a de place que pour les dividendes, que pour la valeur, comme se plaît à le dire le Directeur général de Renault. Or à les entendre et à les lire, la direction de Renault peut compter sur les directions des syndicats pour avaler la pilule et tenter de la faire avaler aux travailleurs. Mais il est certain que nombre de militants, de travailleurs estiment que toutes ces manœuvres peuvent menacer leur salaire, leurs conditions de travail et leur emploi. Et il faut compter sur leur prise de conscience pour que le vent de la contestation se lève.

Correspondant LO



En 2020, manifestation contre la fermeture de l'usine de Choisy.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que «ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

COP 27 : tapis vert pour les gros pollueurs

Le patron de Total, Patrick Pouyanné, présent à la COP 27, y a été interpellé par des militants écologistes. Il peut sembler paradoxal que l'un des plus gros pollueurs de la planète soit invité à une conférence qui dénonce l'utilisation des combustibles fossiles.

Cela montre à quel point tout ce que l'on peut peindre en vert est récupéré par les géants des industries polluantes et leurs financiers, et comment les institutions internationales en sont complices.

L'ONG Global Witness écrit: «Patrick Pouyanné est juste l'un des plus de 600 lobbyistes des industries fossiles qui ont envahi les négociations de l'ONU sur le climat.» Il y aurait à la COP 27 exactement 636 de ces lobbyistes, un chiffre en augmentation de 25% par rapport à la COP 26, dénonce l'organisation. Pour sa part, Pouyanné est président de l'association Entreprises pour l'environnement, où sont inscrits

Engie, Veolia, Lafarge, Vinci, la BNP et AXA, et intervient à ce titre dans le stand que la France tient pendant toute la COP. Total rentabilise ainsi la part infime de sa production, 0,38% exactement, issue d'énergies renouvelables. Cela lui permet de pérorer en conférence sur des thèmes tels que «Business et neutralité carbone: une transformation collective» et de faire avancer ainsi des contrats qui n'ont rien d'écologique.

Derrière cette façade se cache une réalité sordide, que dénonçait un reportage diffusé sur la chaîne de télévision Arte. Au Texas, les habitants voient soudainement surgir près de leur maison

des forages destinés à extraire le gaz de schiste. Ils subissent des micro-tremblements de terre. Des gaz toxiques s'échappent des puits et les eaux sont polluées. Quand des militants s'organisent pour protester, ils se heurtent à un mur du côté de Total. Les autorités locales ont souvent été achetées, et une élue déclare même que, de toute façon, si la commune s'opposait à Total, elle devrait en payer le prix et cela la ruinerait pour des décennies.

En Ouganda, Total effectue 400 forages dans un parc naturel et construit le plus grand oléoduc chauffé du monde, 1400 km jusqu'à la Tanzanie et l'océan Indien. Les projets de Total dans ce pays et en Tanzanie pourraient émettre jusqu'à 34 millions de tonnes de CO₂ par an, soit trente fois les émissions annuelles de ces deux pays. Les terres



En Ouganda, une rivière polluée par l'exploration pétrolière.

concernées sont censées avoir été achetées, mais la plupart des paysans qui les cultivaient, 80000 environ, ont été expropriés sans avoir touché quoi que ce soit. Les villages sur le tracé de l'oléoduc sont surveillés par la police, la moindre tentative de protestation est réprimée et même les journalistes qui tentent de faire des reportages sur place craignent pour leur vie.

Mais comment s'étonner que la COP 27 offre une vitrine à des entreprises comme Total? Les gouvernements et l'ONU qui l'organisent n'ont eux-mêmes rien à refuser à ces trusts irresponsables et criminels, au point que la lutte contre le réchauffement climatique qu'ils prétendent mener fait de moins en moins illusion.

Daniel Mescla

8 milliards d'hommes : trop de Terriens ou trop de capitalisme ?

On compte désormais plus de 8 milliards d'humains sur la planète et ce nombre augmente sans cesse puisque chaque seconde qui s'écoule voit la naissance de deux humains de plus.

Les chiffres sont fournis par les Nations unies. Ils émanent de calculs faits par des démographes et des statisticiens sur la base, entre autres, des recensements nationaux effectués depuis 1950. En octobre 1999, ces calculs annonçaient six milliards de Terriens. Après les huit milliards de novembre 2022, les projections annoncent une population de dix milliards à l'horizon 2050. Alors, des commentateurs s'inquiètent. La planète va-t-elle résister? Y aura-t-il assez de nourriture? Assez d'eau? Les émissions de CO₂ ne vont-elles pas augmenter encore, et avec elles la température?

Comme si la famine, la sécheresse, le réchauffement climatique et toutes les catastrophes qui s'abattent aujourd'hui sur l'humanité dépendaient essentiellement du nombre des humains. Comme si quelques milliards de femmes et d'hommes de plus ou de moins pouvaient permettre une plus juste répartition des richesses et garantir la disparition de cette misère qui pousse certains à traverser des mers au péril

de leur vie, dans le simple espoir de pouvoir vivre.

Ce qui est en cause n'est pas le nombre d'humains, c'est le système social, le capitalisme, qui domine la planète et toute sa population, en réservant à ceux qui détiennent les capitaux la plus grande part des richesses.

C'est le système économique qui a créé les famines. Les céréales, par exemple, ne sont pas produites pour nourrir les populations, mais pour être vendues voire stockées afin de faire monter les cours et récupérer le maximum de profits. Il en va de même de la santé des populations. L'industrie pharmaceutique ne produit des médicaments que pour les mettre «sur le marché», comme ils disent. Tant pis pour ceux qui ne peuvent les acheter: l'objectif n'est pas de soigner, mais de produire pour vendre. Il en va de même des émissions de CO₂, dont on sait depuis des années qu'il faut impérativement les réduire, mais qui perdurent parce que les entreprises industrielles qui en sont responsables ne veulent pas abandonner une source de profits. En fait, il

en va de même pour tous les aspects qui rendent la vie si dure pour une majorité de la population.

Contrairement à ce qu'on peut lire ou entendre chaque jour jusqu'à la nausée, il ne s'agit pas de convaincre chaque individu d'adopter un mode de vie adapté à l'écologie. Le problème n'est pas individuel. Pas plus que faire pipi sous la douche ne serait la solution pour sauver la planète en faisant des économies d'eau, régler le problème de la faim dans le monde ou celui du réchauffement climatique ne dépend pas de choix individuels, mais collectifs. Mettre fin à la pauvreté dans le monde et à la destruction de l'environnement par le capitalisme implique la mise en place d'une société dirigée et contrôlée par la population elle-même, une planification de l'économie en fonction des besoins de tous et de ceux de la planète.

Il n'y a pas trop d'humains sur Terre. Il y a beaucoup trop de cet ordre social qui réserve à ceux qui possèdent les capitaux la plus grande part des richesses produites par ceux qui sont parfois privés des moyens de subsistance les plus élémentaires.

Sophie Gargan

Jeux olympiques : une arnaque peut en cacher une autre

Les deux grands acteurs de l'organisation des Jeux olympiques se préparent à la prochaine révision budgétaire de décembre et, sans surprise, en appellent à l'État.

Le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) dispose d'un budget de presque quatre milliards d'euros, qui est à 97% de source privée. Le comité annonce déjà que, vu l'inflation, il aura du mal à boucler son budget.

L'autre acteur des Jeux, la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) chargée de la construction des grandes structures telles que le Village des athlètes et le Village des médias, financée à hauteur de 3,5 milliards d'euros par des fonds publics, État et collectivités locales, réclame à son tour 150 millions d'euros pour couvrir le surcoût. Le Cojop ne l'a pas encore chiffré, mais ce sera supérieur car, selon la ministre des Sports 50% des marchés restent à conclure.

Rien de nouveau dans ces lamentations sur la hausse des prix ni dans ce dépassement des dépenses pris sur les fonds publics.

Rien de nouveau non plus, même si cela reste beaucoup plus discret, dans tous les avantages fiscaux qu'on étale peu d'habitude sur la place publique. Depuis 2014, tous les grands événements sportifs internationaux en France bénéficient de dégrèvements fiscaux: les organisateurs sont exonérés de tout impôt ou presque, sauf la TVA. Le Comité international olympique (CIO) y a sa part, en tant que partenaire récoltant des royalties, exonérées de retenue à la source.

Il paraît que tout cela sera comblé par les recettes de billetterie et autres dépenses des spectateurs. On connaît la chanson: les organisateurs de voyages, les grandes chaînes d'hôtellerie y trouveront peut-être leur bonheur. La note sera pour les contribuables. La population grecque s'en souvient bien, car elle continue à la payer, depuis l'organisation des JO de 2004.

Sylvie Maréchal